

Palestine : « la page noire de la division est tournée »¹

A peine l'accord de réconciliation, entre les frères ennemis palestiniens était-il signé au Caire que des jeunes de Gaza et de Cisjordanie fraternisaient par delà les frontières arbitrairement imposées par Israël et qui séparent géographiquement les deux entités. Ils fêtaient ainsi la fin promise de la division. Le président de l'Autorité palestinienne (AP) Mahmoud Abbas l'a répété en présence du chef du Hamas Khaled Mechaal : les Palestiniens ont décidé de « tourner pour l'éternité la page noire de la division. »

Après des décennies d'affrontement, quatre ans après l'éviction par la force du Fatah de Gaza et le conflit fratricide, la réconciliation est possible, même si le chemin reste semé d'embûches. Comme l'a rappelé Leila Shahid, déléguée générale de l'AP auprès de l'Union européenne, il faut connaître les détails de l'accord, « il convient d'être vigilant ». Mais « l'accord fait disparaître le talon d'Achille des Palestiniens : le fait d'être divisés². » Et celui qui le fragiliserait endosserait une lourde responsabilité devant son peuple, ces Palestiniens qui ont manifesté en masse le 15 mars dernier et à d'autres reprises pour la réconciliation et des avancées démocratiques. Comme partout, ou presque, dans le monde arabe.

L'accord signé par treize formations palestiniennes prévoit notamment des élections législatives et présidentielles d'ici un an, préparées par un gouvernement formé essentiellement de technocrates indépendants et aux compétences limités. La constitution de l'OLP sera révisée, l'ouvrant ainsi à une représentation du Hamas. Il s'agira également de réorganiser les services de sécurité et libérer les membres de l'OLP et du Hamas détenus par les deux camps (sauf ceux qui ont commis des crimes). Deux décisions qui, vu la méfiance persistante, ne seront guère faciles à mettre en œuvre. Enfin, l'OLP reste en charge des négociations (plus qu'hypothétiques) avec Israël. Des dirigeants du Hamas ont tenu à rappeler leur ligne : « pas de reconnaissance (d'Israël), pas de négociation »... tout en affirmant que leur mouvement n'essaierait pas d'empêcher le Fatah du président palestinien Mahmoud Abbas de chercher à obtenir un accord de paix. Il n'en reste pas moins que le compromis du Caire ouvre la voie à un vaste débat démocratique au sein de la société palestinienne et à l'élection au suffrage libre du premier président d'un Etat palestinien. Un Etat indépendant et libéré de l'occupation ? L'unité retrouvée devrait en tout cas lever l'hypothèque de la parcellisation territoriale et politique de la Palestine, priver de cet argument ceux qui considèrent n'avoir aucun interlocuteur valable avec qui négocier, et certes pas un président qui ne présidait qu'une partie des territoires occupés. Et il pourrait faciliter, en septembre, la reconnaissance par l'assemblée générale de l'ONU d'un Etat palestinien démocratique et pacifique en septembre, dans les frontières de juin 1967 et avec Jérusalem-Est pour capitale.

Des éléments déclencheurs

Plusieurs éléments ont aidé à en arriver là, à sortir d'un face à face apparemment sans issue, emplis de haine et de rancœur accumulés. Des faits qui ont, pour partie, forcé la main aux différentes parties et produit un accord qui a pris par surprise celles et ceux qui comptabilisaient les échecs successifs des négociations menées en vain depuis des années. Au plan intérieur, le Fatah, la principale formation au sein de l'Organisation de libération de la Palestine, comme le Hamas ne pouvaient ignorer que la fracture ne menait nulle part. « Les deux organisations sont dans une impasse stratégique. Le processus de paix est mort et toute la politique du Fatah et de l'Autorité palestinienne se heurte à un refus sans faille du gouvernement israélien. Celle du Hamas aussi, qui parle de résistance mais cherche à maintenir un cessez-le-feu avec Israël et même à l'imposer aux autres forces palestiniennes » notait récemment Alain Gresh, spécialiste du Proche-Orient au *Monde diplomatique*. Le Hamas a même illustré son sens des « responsabilités » en sécurisant la frontière au plus fort des événements égyptiens, interdisant son franchissement à nombre de Palestiniens désireux de quitter la bande en l'absence de tout contrôle. Politiquement, ses dirigeants ont réaffirmé au Caire que le mouvement islamiste œuvre pour parvenir à atteindre « l'objectif national palestinien » qui est d'établir en Etat souverain à Gaza et en Cisjordanie. Comme l'OLP.

¹ par MAURICE MAGIS, chargé de communication à l'ACJJ - mai 2011.

² « Shahid : 'notre talon d'Achille disparaît' » *Le Soir* du 4 mai 2011.

Gresh évoquait également la frustration d'Abbas devant les menaces américaines et la pression exercée sur le Hamas par des groupes salafistes liés à Al-Qaïda qui militent pour une islamisation de la société³. La pression populaire en vue d'une réconciliation s'est faite, on l'a dit, plus forte ces derniers temps, encouragée par ce que d'aucuns appellent le « Printemps arabe ». Le mot d'ordre : « Mettre un terme à la division », s'est imposé en quelques semaines. Enfin, les changements démocratiques en Egypte, la chute de Moubarak, le principal allié arabe de Mahmoud Abbas, fragilisé par les similarités entre l'autorité palestinienne avec le régime de Hosni Moubarak (accusations de corruption, autoritarisme sécuritaire en expansion, suivisme diplomatique pro-américain). La fin, espère-t-on, de la politique de soumission aux intérêts israéliens et américains, symbolisée concrètement par la promesse d'une levée du blocus de Gaza, la contestation en Syrie, un parrain du Hamas, tout cela a facilité l'accord intra-palestinien. Un compromis qui montre que, en Palestine non plus, l'intégrisme n'est pas en train de gagner du terrain.

Nouveau raidissement israélien

Pour sa part, en refusant toute concession à l'Autorité palestinienne, le gouvernement israélien a involontairement mais puissamment aidé à mettre fin aux divisions politiques du camp « d'en face ». Dès avant la signature de l'accord, le Premier ministre Binyamin Netanyahu a lancé : « Abbas doit choisir entre faire la paix avec Israël ou avec le Hamas ». Mais quelle paix ? En dénonçant l'accord du Caire, le gouvernement de l'Etat hébreu confirme qu'un statu quo qui lui permet de poursuivre sa politique de colonisation le satisfait. Au risque de s'isoler encore plus sur des positions injustifiables.

D'emblée, le ministère israélien des Finances a décrété l'arrêt (illégal) des droits de douanes et taxes versés (théoriquement) aux Palestiniens qui ne disposent pas de ports ou d'aéroports pour importer les produits dont ils ont besoin. Soit, les deux tiers des revenus propres de l'Autorité palestinienne. D'autres menaces de rétorsion planent dans l'air. M. Nétanyahou s'est rendu dans la vallée du Jourdain pour marteler que l'Etat juif ne renoncera pas à une présence militaire permanente dans cette région (censée revenir à un futur Etat palestinien), puis il s'est rendu sur la frontière égyptienne pour évaluer l'avancement de la barrière de sécurité destinée à interdire les incursions en provenance du Sinaï. Le premier ministre israélien a annoncé qu'un ouvrage semblable sera construit le long de la frontière avec la Jordanie, et le ministre de la défense, Ehoud Barak voudrait demander une aide militaire supplémentaire de 20 milliards de dollars (14 milliards d'euros) à Washington.

Certains ministres et parlementaires en ont appelé à une annexion pure et simple d'une partie de la Cisjordanie. Le pouvoir d'ultra-droite en poste à Tel-Aviv craint par dessus tout une reconnaissance de l'Etat palestinien par l'ONU. Il n'ignore pas que la plupart des Etats latino-américains voteront pour. L'Europe se tâte et, selon un document interne du ministère israélien des Affaires étrangères, plusieurs pays européens reconnaîtraient le futur gouvernement palestinien sorti des urnes. Les Etats-Unis en reviendront-ils aux bonnes intentions déclamées par Barack Obama dans son discours du Caire en juin 2010 quand il prônait de retisser des liens avec le monde musulman ? Affirmait que « la seule solution pour répondre aux aspirations des deux côtés passe par deux Etats, où Israéliens et Palestiniens vivront chacun en paix et en sécurité. Il y va de l'intérêt d'Israël, de la Palestine, de l'Amérique et du monde. » Le 24 septembre 2010, il disait à l'ONU son espoir de « revenir l'année prochaine avec un accord qui amènera un nouvel Etat membre aux Nations unies. » Sortira-t-il enfin de la politique du deux poids, deux mesures, cessera-t-il de se laisser dicter la loi par les ultras israéliens et leurs lobbies⁴ ?

« Une excuse pour ne pas négocier »

En Israël même, des personnes issues des services secrets, de l'armée et du monde des affaires ont publié une « initiative de paix israélienne » en faveur de deux Etats vivant côté à côté. Une pétition allant dans le même sens a été lancée par des intellectuels prestigieux, dont dix-sept lauréats du Prix Israël, la plus haute distinction en matière d'art, de sciences, de lettres...

³ « L'Egypte derrière l'accord Hamas-Fatah ». Les blogs du MD, le mardi 3 mai 2011 (blog.mondediplo.net).

⁴ Le 18 février, les Etats-Unis ont opposé leur veto à une résolution du Conseil de sécurité qui se contentait de rappeler l'illégalité de la colonisation israélienne.

Le moment est venu pour la communauté internationale de prendre ses responsabilités. De choisir clairement le camp du droit et de la justice. De le faire savoir à M. Netanyahu prochainement en tournée dans les capitales occidentales pour tenter de convaincre leurs dirigeants de ne pas voter l'indépendance de l'Etat palestinien. La hargne mise par les faucons à condamner, envers et contre toute évidence, l'accord palestino-palestinien comme ouvrant une voie royale aux terroristes islamistes montre que l'Etat hébreu est peu sûr de lui. « Je pense que l'idée de réconciliation montre la faiblesse de l'Autorité palestinienne et crée la perspective que le Hamas pourrait reprendre le contrôle de la Judée-Samarie », a ainsi prophétisé M. Netanyahu, en référence à la Cisjordanie. « Netanyahu a une nouvelle excuse pour ne pas négocier » a commenté le politologue israélien Yossi Alpher. Le Premier ministre, la droite ultra aux commandes savent que la reconnaissance de l'Etat palestinien bouleverserait la donne. L'occupation des territoires palestiniens, déjà condamnée par le droit international et les résolutions de l'ONU, la multiplication des colonies, la pratique constante du double jeu et du chantage pourraient amener des sanctions internationales. Les crimes de guerre pourraient déboucher sur des condamnations de citoyens israéliens.

Poursuivre la politique du pire, entretenir le statu quo alors que les perspectives de négociations dans leur forme imposée depuis vingt ans par les Etats-Unis aggraverait la désespérance des Palestiniens et déboucher sur une troisième Intifada. Nourrirait la colère des peuples arabes. Déstabiliserait plus encore une région où les risques de guerre ne sont certes pas du domaine de la politique fiction.